LA MANO NEGRA

dessins d'HERMANN PAUL

Texte de : G Clemenceau, Dr Elie Pécaut, Francis de Pressensé, A.-Ferdinand Hérold, Jean Jaurès, Lucien Descaves, Pierre Quillard, J. Grave, Dr Paul Reclus, G. Séailles, Georges Yvetot, Charles Guieysse.

Le Numéro : **40 centimes.**

Ce numéro est vendu au profit des victimes de la "MANO NEGRA"

La Mano Negra

I

Quelqu'un de vous, lecteurs, connaît-il la *Main Noire* ? Pour moi, j'en fais l'aveu, jusqu'à ces jours derniers j'ignorais ce qui se pouvait cacher sous ce mystérieux vocable. Sachez donc, pour le cas où votre science serait en retard sur la mienne, que la *Main Noire* est une association de « malfaiteurs » comme il ne s'en vit jamais de par le monde. Le vol, le viol, l'assassinat, l'incendie sont des jeux ordinaires de cette troupe infâme contre laquelle l'autorité a dû sévir avec une exceptionnelle rigueur. Arrestations en masse, tortures inouïes, condamnations à tort et à travers, tels sont les moyens auxquels les « représentants de l'ordre » ont dû recourir pour sauver une fois de plus « la société, la famille et la propriété », qui, faut-il croire, sont en grand péril, puisque leur salut dépend d'un tel déploiement de barbarie.

A ce mot de tortures, vous avez dressé l'oreille, et la première question qui vient aux lèvres est pour savoir en quel pays infortuné la *Main Noire* exerce ses ravages. Rassurez-vous, ce n'est pas en France où l'ordre social est si gravement menacé par les institutions républicaines comme l'expliquent chaque matin les organes du trône et de l'autel. Non, c'est dans une contrée bénie du ciel où l'Eglise et la monarchie, étroitement alliées, règnent en souveraines sur un peuple dont l'obéissance muette est obtenue par la procédure « juridique » de la barbarie. Pas de pays où l'Eglise ait une autorité plus grande, où le Roi ait plus aisément recours à la force pour l'exécution de ses volontés. Vous avez déjà reconnu l'Espagne, je suppose, et quand je vous aurai dit que le fléau a cours dans la belle province d'Andalousie, vous voudrez sûrement savoir quelles conditions économiques et sociales ont pu lui donner naissance.

L'Andalousie, que tous les poètes ont chantée, est un pays béni du ciel, disais-je tout à l'heure. Pourquoi faut-il ajouter que l'effet des bénédictions célestes y est mis à néant par la sottise et la perversité combinée des maîtres de la terre ! Les *latifundia* qui « perdirent l'Italie », suivant un mot célèbre, font la ruine des fertiles plaines andalouses. Des domaines sans fin sont la propriété d'un seul homme qui dépense dans l'oisiveté luxueuse des villes un revenu fort au-dessus des besoins de son indolence. Cette terre merveilleuse pourrait nourrir tout un peuple. Négligée, laissée en jachère ou cultivée sans la première mise de fonds nécessaire, elle ne fait qu'entretenir dans le dernier degré de la misère une malheureuse population d'ouvriers agricoles soutenant à grand'peine leur vie par le moyen d'un salaire dérisoire. Le remède n'est pas difficile à trouver, sans doute, et l'histoire des biens nationaux, aux temps de la Révolution française, est là pour indiquer où gît la solution du problème. Oui, certes, mais il faut se souvenir qu'il n'y a pas eu en Espagne de « Révolution française », et que notre Napoléon, là comme ailleurs, n'eut jamais, pour « mue de génie », que de substituer son propre arbitraire à l'arbitraire précédemment établi.

Donc, devant la terre en friche, le paysan andalou crève de misère. C'est une race énergique, violente même à ses heures, mais patiente aussi et capable d'une rare endurance. Que les révolutions soient toujours fatalement précédées de quelques manifestations, plus ou moins cohérentes, des premiers mouvements de la liberté, c'est ce que l'histoire a depuis bien longtemps mis en lumière. Nul ne s'étonnera donc que les paysans andalous aient eu l'idée de se grouper pour défendre, avec leur propre vie, la vie de leurs femmes et de leurs enfants. Ils ont formé des syndicats — chose permise, à la condition toutefois qu'on ne s'en serve pas pour résister au Maître — et comme il leur venait des pays étrangers un souffle libérateur apportant l'heureuse promesse d'une justice future, ils s'affilièrent d'enthousiasme à « l'Association internationale des travailleurs ». Quoi de plus naturel, en vérité, que de prendre où il se trouve le bon levier dont la mise en action doit soulager le fardeau séculaire sous le poids duquel tout un peuple succombe. Oui, cela est naturel ; mais ce qui, hélas ! est naturel aussi, c'est-à-dire conforme aux données de notre nature, c'est que l'égoïsme humain menacé dans ses pires abus se défende sauvagement par les pires moyens.

Déjà les paysans andalous avaient osé produire leurs revendications au grand jour et déclaré dans un manifeste retentissant qu'ils préféraient « mourir à l'ombre par la famine que de mourir en travaillant frappés d'insolation et pareillement affamés ». Une telle audace ne se pouvait tolérer. La dissolution de l'Internationale fut prononcée, mais on ne pouvait supprimer la Fédération [illegible] des Travailleurs, association parfaitement légale : la persécution gouvernementale finit seulement par la convertir en société secrète. Les syndicats se développaient, l'action s'organisait pour l'émancipation des travailleurs. Il fallait aviser si l'on voulait préserver de l'atteinte mortelle l'autorité de la classe des Maîtres. De telles situations manquent rarement de produire « l'homme nécessaire » appelé par la caste sociale dominante à la défense de ses privilèges. Une absence totale de scrupules, un harmonieux mélange de perfidie et de cruauté, une fureur de maîtrise à tout prix sont les qualités requises d'abord. Les juges embrigadés, les gendarmes, les tourmenteurs assurent le succès final. Il n'est besoin que de l'homme « providentiel » pour les mettre en œuvre. Ce sauveur attendu se rencontra, par permission spéciale de la Providence, dans la personne du « commandant rural » don Tomas Perez Monforte, qui se trouvait placé à Jerez de la Frontera, centre de ce qu'on appelait « l'agitation anarchiste ».

Autant que j'en puis juger, l'opinion anarchiste communiste était en effet prédominante dans les principaux groupements de l'Andalousie. Mais nous n'en sommes plus, en France, à nous laisser prendre au leurre des mots. Le premier besoin de tous les serfs en voie d'émancipation, est de se catégoriser sous une dénomination doctrinale autour de laquelle viennent se grouper tous les intérêts similaires. C'est dans l'idée qu'ils trouvent la puissance d'action, c'est dans le groupement qu'ils mettent l'espérance du succès. L'étiquette, en cette affaire, si l'on regarde bien, n'est que le terme représentatif d'un idéal plus ou moins vaguement entrevu dont la poursuite infinie mène l'homme, par des voies presque toujours différentes de celles qui furent annoncées, vers des étapes de réalités meilleures. C'est de ce point de vue qu'il faut juger l'anarchisme des paysans d'Andalousie. Au fond, ce qu'ils demandaient avant tout, c'était plus de justice, et, sans leur faire tort, je crois bien pouvoir dire que, tout en inclinant d'instinct vers telle ou telle forme de société future, ils cherchaient moins à raisonner de l'avenir qu'à améliorer leur situation sociale présente. D'ailleurs aucun de leurs actes ne donnait prise à la répression judiciaire courante des délits et des crimes de droit commun. C'est précisément parce qu'il en était ainsi, que le besoin se faisait sentir du génie de don Tomas Perez Monforte.

Le premier acte de cet homme admirable fut un coup de maître. Nous en avons la révélation par le témoignage d'un ouvrier rural, Manuel Sanchez Alvarez, qui, dans une lettre adressée au journal *Tierra y Libertad*, raconte ses entretiens avec le terrible « commandant rural » qui se chargeait d'assurer le triomphe de l'autorité divine et humaine sur les premiers essais d'une périlleuse liberté. Monforte commença par faire arrêter Alvarez, au travail dans sa vigne, et après quelques préliminaires de menaces et d'aménités habilement mélangées, il lui proposa sans ambages, moyennant finances, de *catéchiser* ses camarades *pour qu'ils allent mettre le feu à tel champ de céréales ou couper les ceps dans tel plant.* » Alors, en effet, la *répression* devenait possible, et l'hydre de la révolte dormante pouvait être écrasée. Alvarez répondit par un refus, et Monforte de répliquer qu'il avait *de quoi le décider*. Il n'en eut pas le démenti, car quelques mois après, Alvarez fut impliqué dans une accusation d'incendie avec une quarantaine de personnes. Il fit devant le juge la déclaration ci-dessus, et ne resta pas moins de *vingt mois en prison préventivement*. Il est encore vivant. Rien de plus aisé que de lui faire confirmer sa déposition, s'il était besoin, les témoins qu'il invoque seraient prêts à parler.

Un autre personnage, M. Reguera, a fait une déposition analogue en mars 1902. L'espace dont je dispose ne me permet pas d'insister sur ce second témoignage à l'appui duquel des faits sont invoqués qui ne laissent place à aucune contestation possible. Il n'est pas douteux que, pendant les périodes de famine — trop fréquentes, hélas ! — des vols de bétail ou d'approvisionnements eurent lieu, comme on pouvait s'y attendre. Mais M. Reguera établit que certains de ces actes fâcheux furent, soit magnifiés outre mesure par la presse gouvernementale toujours prompte à les transformer en révolte politique, soit purement et simplement machinés par Monforte lui-même. « *Ceux qui étaient pris étaient traités comme affiliés à la Main Noire* » dit-il expressément. Et il va sans dire que tout acte de déprédation donnait lieu à des arrestations en masse dont les premières victimes se trouvaient, comme par hasard, les ouvriers les plus activement engagés dans les syndicats. Cependant les journaux de la capitale, dûment stylés, et par eux tous les journaux d'Europe, retentissaient des méfaits de la terrible *Main noire*, et nul ne pouvait avoir l'idée de plaindre les « malfaiteurs » qui, après de rudes bastonnades, allaient pourrir dans les bagnes.

Qu'était-ce donc enfin que la *Main Noire* ? Nul ne pouvait le dire, par la bonne raison qu'aucune preuve ne fut jamais donnée

(Voir la suite page 5).

Le Commandant rural : Mets le feu à la ferme et ne t'inquiète de ien ; nous avons un coupable...

DIALOGUE DES AUTORITÉS

— Ils sont tous Socialistes. . . . ., tape dans le tas!

de son existence. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'à Villamartin, l'une des communes où l'agitation « révolutionnaire » paraissait la plus redoutable, on avait vu sur un mur l'empreinte d'une main en couleur noire deux ou trois fois répétées. Qu'est-ce que cela signifiait ? Chez nous on en eût conclu probablement qu'un homme ayant mis la main dans un pot de peinture, l'avait plaquée sur la muraille à plusieurs reprises, afin de l'essuyer peut-être. Pour Monforte, c'était le signe de ralliement d'une Sainte-Vehme. De là à décrire « l'association de bandits » dont le but était la destruction de tout et le massacre universel, il n'y avait qu'un pas, et, ce pas franchi, *la preuve* n'était plus, pour M. « le commandant rural » qu'un jeu d'enfant. Quoi de plus simple pour Monforte et son digne auxiliaire le capitaine Oliver que de trouver sous une pierre, dans la campagne, les statuts de la société secrète avec l'aveu de tous les crimes qui y étaient *réglementés*. C'est ce qui arriva naturellement et dès lors on eut toutes facilités pour rattacher à la *Main Noire* toutes les associations de travailleurs. Si vous en doutez, lisez plutôt le texte d'une ordonnance du gouverneur « *libéral* » de Cadix où il est dit : « Pour toutes les dégradations et pour les incendies qui ne seront pas prouvés être accidentels, seront considérés comme AUTEURS PRÉSUMÉS *les gens du lieu ou, à leur défaut, ceux qui composent le Comité local de la dénommée Association des Travailleurs.* » Quoi de plus clair ! Chacun peut deviner ce qui va s'en suivre. L'ordonnance remonte à 1881. Et si quelqu'un me demande pourquoi j'exhume cette vieille histoire, ma réponse sera simple. C'est que, depuis plus de vingt ans, de malheureux innocents, après avoir subi d'épouvantables supplices, dernier vestige de l'Inquisition des moines, expient dans la quotidienne torture du bagne les crimes de Monforte.

II

Les Procès de la Main Noire.

J'ai dit « l'organisation » de la *Main Noire*. J'ai montré que pour fonctionner et donner à Tomas Perez Monforte l'occasion des répressions en masse, cette « association de malfaiteurs » n'avait pas même eu besoin d'exister. Des témoins établissent que Monforte recrutait des misérables, tantôt par la menace, tantôt par des promesses fallacieuses, pour commettre des déprédations, des actes de violence de toute nature, qui, magnifiés habilement par une presse amie, se voyaient transformés en la traditionnelle révolte sociale, appelant l'intervention d'une justice sommaire avec sa suite inévitable de bourreaux. Il y a mieux. En Andalousie, comme partout ailleurs, vols et meurtres se poursuivent inévitablement de temps à autre, surtout en temps de famine. La mirifique invention de la *Main Noire* permettait de rattacher sans peine à l'affiliation mystérieuse tout crime, tout délit qui semblait emprunter aux circonstances une gravité particulière. Combien facile, quand le gouverneur « libéral » de Cadix proclamait que pour tous les incendies et les déprédations « qui ne seraient pas prouvés accidentels », « seraient considérés comme *auteurs présumés les membres du Comité local de l'Association des travailleurs* ». Ce beau plan, cyniquement exposé, il ne reste plus qu'à parler de sa mise en œuvre.

Les faits les plus notoires se groupent autour de trois procès fameux : le procès de la Parrilla, le procès d'Arcos, le procès des Quatre-Chemins.

Le procès de la Parrilla, qui fut le plus retentissant des trois, eut pour point de départ une vengeance d'ordre privé. Le 4 décembre 1882, Bartolomé Gago Campos fut tué par son cousin Manuel Gago. Ils appartenaient tous les deux à la Fédération régionale des travailleurs. L'un avait fait expulser l'autre, ils avaient échangé des menaces de vengeance. Se rencontrant dans la campagne, en présence d'un tiers, Cristobal Fernandez Torrejon, ils en vinrent aux mains et Manuel tua Bartolomé. En somme, un simple fait divers. Les acteurs du drame étaient connus, aussi bien que les causes. Il n'y avait point de mystère. Mais il s'agissait de profiter de la circonstance pour anéantir la Fédération régionale des travailleurs. On ne fit pas moins de *cent arrestations*, alors qu'on ne pouvait relever de charges relatives au crime que contre deux ou trois personnes au plus. *Cent arrestations !* Et devant le tribunal de la *Audiencia* de Jerez, le ministère public demanda *quinze condamnations à mort*.

Nous avons des extraits du réquisitoire de D. Manuel Azcutia, qui occupait le siège du ministère public devant le Tribunal suprême de Madrid, où l'affaire vint en cassation. Il y est parlé de tout, excepté des circonstances de fait. L'unique préoccupation de l'accusateur est « d'établir » que la « Fédération régionale des travailleurs » et la « *Main Noire* » sont une seule et même organisation, instituée pour répandre la terreur dans tout le pays. Pour ce qui est de prouver l'existence de la *Main Noire*, ou de fournir seulement quelque vague présomption en faveur de cette hypothèse, D. Manuel Azcutia ne s'en préoccupe guère. En revanche, quelle description de ce « tribunal secret, dont les moyens d'action pour l'exécution de ses barbares et iniques projets sont le feu, le fer et le poison ; de sorte que ni le père ne pouvait se refuser à plonger le poignard dans le cœur de son propre fils, ni le fils ne pouvait se refuser à plonger les mains dans le sang de son propre père, si le tribunal le lui ordonnait ! » Quel rapport avec le meurtre commis au moulin de la Parrilla, pour des raisons connues et avouées, on ne saurait le dire. Qu'importe ? « Ni avec la plume de Victorien Sardou, ni avec la plume de Bouchardy, ni avec le pinceau de Casado ou de Pradilla, on ne pourrait donner à ce drame le véritable et horrible coloris qui lui est propre. » Résultat de cette « éloquence » : *Sept hommes garrottés, six condamnés à la chaîne perpétuelle, sans parler d'un autre qui devint fou sous les tortures.*

Tout ce qu'on put prouver, c'est que l'un des condamnés était bien le président de la section locale de la Fédération régionale des travailleurs et l'autre le secrétaire. Et comme il était entendu *à priori* que la Fédération régionale des travailleurs et la *Main Noire* étaient une seule et même chose, la condamnation s'ensuivait sans plus de discours.

Par chance, les survivants ont parlé. Des lettres ont pu franchir les murailles des pénitenciers et arriver par le journal *Tierra y Libertad*, au grand jour de la publicité. C'est ainsi que nous avons connaissance des horreurs dont les cachots furent témoins. Une lettre d'Antonia Valero, écrite du pénitencier de la Gomera, raconte comment Manuel Gago et Salvador Moreno furent impitoyablement bâtonnés. « Tapez dur, disait un lieutenant, *jusqu'à ce qu'ils disent oui à tout ce qu'on leur demande* ». On les sépara, puis on tira des coups de fusil, et l'on fit croire à chacun d'eux que l'autre était mort et qu'il allait subir le même sort s'il n'avouait pas son affiliation à la *Main Noire*. Le trésorier de la Fédération régionale des travailleurs fut contraint, sous le bâton, de dire où se trouvait l'argent dont il était dépositaire. Il faudrait deux pages de la *Dépêche* pour la seule énumération de toutes les tortures auxquelles ces malheureux furent méthodiquement soumis, sans qu'on pût réussir, d'ailleurs, à leur arracher des aveux contraires à la vérité. Il faut lire la lettre dans laquelle Salvador Moreno raconte comment il vit partir pour le gibet Jean Ruiz y Ruiz, le maître d'école, couvert de sang et les chairs en lambeaux...

Je ne puis entrer dans les détails du procès d'Arcos. Il s'agit d'un garde champêtre, Fernando Olivera, qui, en ramassant du bois mort, heurta par accident la gâchette de son fusil et reçut une blessure dont il mourut deux jours plus tard. Duran Gil avait eu le malheur, le 11 août 1882, jour de l'accident, de rencontrer Sébastien Olivera, frère du garde champêtre, qui venait de ramener au logis Fernando blessé. Six mois après, le 8 mars 1883, Duran Gil se voyait accusé d'avoir assassiné Fernando Olivera. Torturé, il refusa, naturellement, de faire des « aveux ». Fernando, qui avait survécu deux jours à sa blessure, avait toujours donné de l'événement la version que j'ai racontée. Mais Duran Gil, ouvrier agricole, s'était signalé par sa résistance aux *Caciques* — c'est le nom qu'on donne aux grands propriétaires syndiqués pour lutter contre les revendications sociales des paysans. Plus de six mois avaient passé lorsqu'on arrêta Duran Gil, sous l'inculpation d'avoir donné la mort à Fernando Olivera. Comme on le bâtonnait, il déclara qu'on ferait mieux d'interroger les propriétaires du hameau où Olivera était de garde. Ce propos, transformé en « indication », donna lieu à l'arrestation d'un nommé Antonio Jaime Dominguez qui, sous les coups, se reconnut coupable, et, pour se venger de Duran Gil « qui l'avait dénoncé », désigna celui-ci comme étant son complice. Sur quoi, le père et la mère de Fernando se souvinrent, miraculeusement, que Duran Gil avait proposé à Fernando de s'affilier à la *Main Noire* et avait répondu au refus de celui-ci par des menaces de mort. C'était le plein succès du système de Monforte. Est-il besoin de dire que celui qui s'était reconnu le principal auteur du crime se tira d'affaire avec une peine relativement légère — réclusion à temps, bientôt suivie d'une grâce partielle — tandis que son prétendu complice se voyait comdamner à la chaîne perpétuelle ? Pour couronner le tout, Duran Gil est actuellement encore en possession d'une pièce signée de trois témoins, affirmant qu'en leur présence, après le jugement, Jaime a reconnu l'innocence de l'homme qu'il avait dénoncé. Jaime est mort depuis longtemps ; Duran Gil est toujours au bagne... (1)

L'affaire des « Quatre-Chemins » offre avec la précédente une

(1) Duran Gil vient d'être mis en liberté. Les sept autres sont encore au bagne au moment où parait ce numéro (18 février 1903).

(*Voir la suite, page 7.*)

— Tapez dur jusqu'à ce qu'il dise oui à tout ce qu'on lui demande.

(Paroles du Lieutenant X...)

assez grande analogie. Il s'agit du meurtre d'un aubergiste, qui devint l'occasion d'innombrables arrestations arbitraires. On retint finalement quatre inculpés, qui furent condamnés à mort. Mais le procès fut si scandaleux que les paysans, indignés, firent paraître un manifeste où ils menaçaient les « *Caciques* » des pires violences si l'exécution avait lieu. Les « *Caciques* » s'empressèrent, en conséquence, de demander la grâce des « coupables », et cette « grâce » fut accordée. Il faut lire les témoignages des survivants, tels que le journal *Tierra y Libertad* les a reçus du pénitencier. On y verra la description des abominables tortures infligées aux prisonniers, et comment l'un d'eux, affolé par les souffrances, dénonça quatre malheureux qu'il proclama innocents dès que son supplice eut pris fin.

Comment ne pas évoquer les souvenirs des horreurs de Montjuich, par lesquelles le gouvernement espagnol de ce temps se mit lui-même au ban des nations civilisées ? Je vis moi-même, sur le corps des victimes, les effroyables cicatrices qui dénonçaient l'infamie des bourreaux. Car notre campagne de presse fit œuvre de délivrance alors, et si j'ai parlé des prisonniers de la *Main Noire*, c'est dans l'espoir que l'opinion publique française, indignée, arrachera, une fois encore, de lamentables victimes aux féroces continuateurs de l'Inquisition. Huit forçats innocents pourrissent dans les bagnes espagnols depuis plus de vingt ans. Tous ceux, connaissant la vérité, se taisent, acceptant une part de complicité dans ce forfait odieux. Pour ceux qui ne la connaissent pas, j'ai pensé qu'il était de mon devoir de la leur apprendre, en indiquant les sources, afin qu'il fût possible à tout venant de contrôler mes affirmations. Si chacun faisait simplement l'effort d'exposer au grand jour la moindre partie de la vaste iniquité sociale sous le poids de laquelle l'humanité succombe, la conscience révoltée ferait prompte justice des tourmenteurs.

G. Clemenceau.

La Dépêche (Toulouse), 7 et 15 décembre 1902.

. . . . Telle est la sombre et tragique histoire d'une poignée de paysans, légalement assassinés par un policier, des magistrats, les autorités — avec la complicité de la presse et de l'opinion. Tous ces hommes sont innocents. La preuve est faite.

. . . . . .

Il s'agit de savoir s'il y a une conscience dans le monde civilisé. Si jamais cause fut sacrée, c'est celle de ces pauvres parias de l'ordre social, sacrifiés aux terreurs de classes. L'opinion publique s'émut jadis des souffrances iniques du capitaine Dreyfus : et certes elle fit bien.

Si d'aventure elle ne s'émouvait pas des tortures de ces infortunés ; si les bons bourgeois sensibles, qui sortirent de leur carapace d'égoïsme et d'impassibilité pour l'*Affaire*, hochaient la tête, en disant que ce cas-ci ne les regarde pas ; si la presse observe un lâche silence à l'égard de ces huit malheureux, suant depuis dix-neuf ans leur sueur d'agonie, aux galères du roi de toutes les Espagnes, — eh bien ! je ne pense pas que cette lamentable banqueroute étonne outre mesure la poignée de braves gens et de gens braves qui se sont attelés à cette juste et nécessaire besogne et dont je ne fais que résumer l'œuvre excellente ; mais il sera prouvé une fois de plus que dans notre société capitaliste, non seulement il n'y a pas de justice, mais encore il n'y a pas d'humanité, de pitié et de miséricorde pour les petits, les faibles et les humbles.

Francis de Pressensé.

L'Aurore, 31 décembre 1902.

❦ ❦ ❦

Rencontre .

Un jour — on ne sait où ni par qui — Du Paty de Clam fut présenté à Monforte.

Du Paty de Clam s'inclina profondément.

« Mon cher maître, dit-il, je vous admire, je vous vénère. Certes, je ne renie pas ma tâche : elle fut bonne et sainte. En accusant un juif du crime de deux chrétiens, en faisant, par deux fois, condamner l'innocent, j'ai, avec Henry, avec Esterhazy, avec notre vaillant Mercier, sauvé l'armée française, j'ai sauvé la patrie : j'ai lieu d'en garder quelque gloire. Mais vous, mon maître, vous ! En créant des crimes, en inventant des criminels, en imaginant un lien subtil qui unit tous vos malfaiteurs, vous avez sauvé l'Espagne catholique et monarchique, vous avez sauvé le capital. Vous êtes un grand homme !

— Et je suis un juste, dit Monforte. N'ai-je pas, strictement, obéi à la Raison d'Etat ? »

A.-Ferdinand Herold.

La *Frontière* n'est rien qu'un bien petit et faible organe, et sa voix ne retentit pas au-delà d'un cercle bien restreint. Mais, petits ou grands, nous avons tous le même devoir en présence de l'iniquité : le devoir de protester et de prêter à la justice le secours de toutes nos forces. On ne doit jamais, en telle matière, se demander à quoi bon « élever la voix dans le désert ». Il n'y a pas de désert. Il n'y a pas autour de nous de solitude qui ne soit vivante, qui n'enferme quelques âmes solidaires de la nôtre et sur lesquelles nous pouvons agir pour les convier à nous suivre sur le chemin du juste et du vrai.

Dr Élie Pécaut.

La Frontière, 30 novembre 1902.

En Espagne, bien des consciences droites s'émeuvent et la France commence à s'associer à cette émotion. J'imagine que nul dans notre pays ne s'en étonnera et ne s'en scandalisera. C'est vraiment l'honneur de notre temps qu'il y ait comme une conscience solidaire de l'humanité civilisée, et que tous les peuples s'intéressent à la réparation de l'iniquité commise en un point particulier de l'Europe, surtout quand cette iniquité procède non point d'un accident de la raison humaine toujours faillible, mais d'un parti pris de réaction politique et sociale.

C'est ainsi que tous les hommes probes de tous les pays se sont révoltés contre l'abominable crime judiciaire sous lequel Dreyfus innocent a succombé, et la douloureuse émotion de la conscience humaine ne se calmera que lorsque toute l'iniquité aura été réparée et que toute la vérité aura été proclamée. C'est de même le devoir impérieux de tous les hommes amis du droit, dans tous les pays, c'est le devoir particulièrement pressant des socialistes français, qui ont pu voir de près la puissance de mensonge et d'artifice meurtrier contenue dans les institutions officielles, de suivre de près les révélations qui se produisent au sujet de la Mano Negra et de travailler de tout leur cœur, en une active solidarité internationale et humaine, au redressement de déplorables erreurs et de monstrueuses scélératesses.

Jean Jaurès.

La Petite République, 18 janvier 1903.

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la gale. Quand on veut se débarrasser des travailleurs groupés pour la revendication de leurs droits, on dit qu'ils font partie de l'Internationale ou d'une association de malfaiteurs, ce qui est tout un aux yeux de la classe dirigeante.

L'effroyable aventure de la *Mano Negra* n'est pas nouvelle et le « commandant rural » don Tomas Perez Monforte n'avait, pour être éloquent et persuasif, qu'à rééditer le résumé « impartial » du président Brunet, dans le 3e procès de l'Internationale, à la fin de l'Empire.

« N'oubliez pas, surtout, que ce qu'il faut frapper en eux, c'est l'*Association Internationale*, cette vaste et formidable entreprise contre l'ordre social, cette ligue révolutionnaire qui aspire hautement à tout envahir et à tout renverser. »

Il s'agit, aujourd'hui, d'arracher au bagne, où ils languissent depuis vingt ans, huit des victimes andalouses que les tortures ont épargnées ou qui avaient vraiment l'âme chevillée dans le corps.

Après avoir élevé la voix en faveur d'un capitaine qui nous était personnellement indifférent, nous serions impardonnables de ne pas assister, dans leur détresse, des travailleurs obscurs qui nous sont, eux, infiniment sympathiques.

Impardonnables, aussi bien nous le serons toujours d'avoir attendu vingt ans pour réclamer la révision d'un procès où l'on ne trouve nul part la main noire des prévenus, mais où l'on trouve partout, en revanche, la main rouge des juges.

Lucien Descaves.

« Je vous ai fait venir de façon que nous puissions causer seuls ici, comme en famille, comme un fils avec son père, *mais dites-vous bien que je suis le père.* » Ainsi parlait l'honnête commandant D. Tomas Perez Monforte à Manuel Sanchez Alvarez et il l'invitait paternellement à dénoncer ses camarades et à machiner avec lui l'affaire de la *Mano Negra*. Les juges de la Très Sainte Inquisition n'en usaient pas autrement avec leurs fils hérétiques avant de les envoyer au quemadero, et tous les juges de tous les pays sont des pères pour leurs victimes, tous les juges et tous les souverains : et le tzar de Russie ne se contente pas d'être un père tout court, c'est le *Petit Père*, le plus doux et le plus sévère des bons papas.

Pierre Quillard.

(Voir la suite page 10).

Après l

Après l'Enquête

'Enquête

Tous les Gouvernements se valent. Si, en Espagne, pays de l'Inquisition et des courses de taureaux, pays qui se vante d'avoir expulsé les Maures — qui l'avaient civilisé et rendu prospère — au profit du catholicisme qui l'a abêti et appauvri, on emploie la torture physique contre les travailleurs, coupables du désir de s'affranchir, pour les forcer à avouer des crimes imaginaires, ce n'est pas la bonne volonté d'employer les mêmes moyens qui manque ailleurs.

Il n'y a pas si longtemps qu'en France on tenta de faire un amalgame de délits d'opinions et de droit commun pour obtenir plus sûrement la condamnation de ceux qui étaient coupables des premiers.

Est-ce que partout, jusqu'en Amérique, on n'a pas fait des lois spéciales contre les anarchistes, pour leur refuser, non seulement les quelques privilèges accordés jusqu'ici, entre bourgeois, aux délits politiques, mais pour leur enlever surtout les quelques garanties que le droit commun reconnaît à tout accusé.

La France se vantant de tenir la tête de la civilisation, c'est le Parlement français qui a donné l'exemple. On se distingue comme on peut.

Mais cela fut trouvé insuffisant; l'Administration a trouvé le moyen de renchérir. Tout individu qu'elle peut soupçonner, ou qui lui est désigné ne pas être favorable à l'ordre des choses qui existe, est immédiatement mis sous la surveillance de la police, qui ne le lâche plus, qui va inquisitionner sur son compte chez les voisins, chez le concierge, chez les parents, jusque chez l'employeur, qu'elle tâche à persuader de chasser le « mal pensant ».

La France républicaine dépasse en jésuitisme le pays des jésuites.

Nous sommes plus civilisés! Nous ne sommes pas des barbares! Fi des moyens violents. Cela laisse des traces. Plus tard, quelque nouveau Gana pourrait faire constater les cicatrices de ses brûlures ou des coups de fouet. C'est par la faim que l'on essaie de punir celui qui a l'esprit assez mal fait pour ne pas être satisfait de savoir que ses peines et ses privations sont nécessaires pour que ses maîtres nagent dans l'opulence. Non seulement la faim pour lui, mais aussi pour ceux que son maigre salaire fait vivre: la femme et les enfants!

En soumettant au public, pour soulever son indignation, les atrocités de la comédie judiciaire, dite de la « Mano Negra », nous ne saurions trop insister pour appuyer sur ce fait que si les procédés diffèrent en apparence dans chaque pays, ce n'est qu'en apparence, ils sont identiques partout; que ce n'est pas la seule bourgeoisie espagnole, mais la bourgeoisie entière, internationale, qui est coupable des mêmes dénis de justice.

Lorsque par leurs vols, leurs exactions, les bourgeois ont soulevé la colère des travailleurs, comme à Dunkerque, des indigènes, à Margueritte, qu'elle les a poussés à la révolte, elle est mal venue à se poser ensuite en justicière, et ses tribunaux ne sont qu'une comédie grossière pour achever d'imposer son arbitraire et ses spoliations.

Dans ce mouvement d'opinion, nous avons fait appel à tous ceux pour qui la haine de l'injustice n'est pas un vain mot. Nous ne leur avons pas demandé quel était leur credo politique ou économique.

« Voulez-vous, sincèrement, lutter contre les injustices, contre tout arbitraire? Voulez-vous, résolûment, travailler à soulever l'opinion publique contre les fauteurs d'injustice et d'arbitraire? » Oui, que l'on s'attèle à la besogne, nous ne vous demandons pas de rien sacrifier de ce que vous pouvez penser sur d'autres questions, nous ne vous promettons pas de rien sacrifier de ce que nous croyons juste. Qu'importe si les nécessités de la lutte générale nous mettent pour d'autres questions dans des camps adverses, cela ne doit pas nous empêcher de travailler à la réalisation de l'idée commune qui peut nous rapprocher un instant,

J. Grave.

Les partis qui ont embrassé la cause de la justice ont gagné en influence et montré qu'il n'y a de bonne politique que celle qui écoute la voix des principes et la voix de la justice. Et c'est pourquoi je viens vous dire qu'en dehors des socialistes, en dehors des représentants des masses populaires, tous ceux qui ont marqué déjà le souci de la justice, tous ceux qui ont agi pour la faire triompher, ne doivent pas rester inactifs en face de cette horrible affaire de la Mano Negra.

Et nous devons tous, sans nous préoccuper ni des opinions particulières qui nous séparent de certains amis en ce qui touche les moyens d'améliorer la société, ni des divergences qui peuvent exister dans nos cerveaux, écouter la voix de notre conscience à tous, qui, elle, est pareille chez tous. Effaçons résolument toute distinction de nuances et toute distinction d'opinions, effaçons toute prétendue distinction de classes, et ne nous occupons que des victimes qui attendent de nous un effort pour leur soulagement. Occupons-nous d'eux, parce que ce sont des hommes; occupons-nous d'eux parce que nous aussi nous sommes des hommes et que cela suffit.

Louis Havet.

L'affaire Dreyfus a vraiment révolutionné la France; nous ne sommes plus les mêmes, notre cerveau a subi une profonde modification et comme une orientation nouvelle; notre mentalité est différente et nous voyons les choses sous un angle tout à fait autre; et certaines idées, certaines petites passions, certaines ambitions mesquines qui nous occupaient exclusivement et qui, en somme, étaient toute notre vie, nous les regardons depuis cette époque avec un réel dédain. Nous avons mieux et c'est plus haut. Le meeting d'aujourd'hui aurait-il été possible, il y a cinq ou six ans, avant l'Ile du Diable et les horreurs de la double boucle? La salle eût été vide. Nous sommes ici parce que, depuis, beaucoup d'entre nous ont découvert la Fraternité.

Dr Paul Reclus.

Lorsqu'on m'a parlé pour la première fois de la *Mano Negra*, je me suis cru transporté dans un feuilleton du *Petit Journal* et j'ai eu un moment d'hésitation. Mais je me suis souvenu de du Paty de Clam et que les coquins n'ont pas tort de compter sur la bêtise humaine.

G. Séailles.

* * *

Vers le But

Le drame infernal de la *Mano Negra* qui, tout d'abord, vu son invraisemblance, laissa perplexe ou incrédule la majeure partie des hommes à l'esprit large et généreux qui en eurent vaguement connaissance, soulève maintenant la conscience humaine.

Tous ceux que révoltent l'injustice et la cruauté des gens de ténèbres que sont, en tous pays, gouvernants et policiers, porteurs de soutane et porteurs de sabre, soutenceurs de tous les arbitraires et ennemis de l'émancipation ouvrière, tous ceux, dis-je, qu'on trouve toujours debout au moment des dangers que courent l'humanité, ont fait entendre leurs voix.

La foule, presque toujours lâche et inconsciente, parce que, toujours trompée, toujours déçue, s'est émue aux accents sincères de ces hommes de toutes opinions sociales venant clamer leur énergique indignation.

Cependant, il ne faut pas que ce beau mouvement humanitaire s'en tienne là.

Lorsque la *Mano Negra* aura été suffisamment dénoncée au Peuple et que, craintive de sa vengeance, la Justice(!) monarchique et cléricale d'Espagne aura repris aux bourreaux ce qui leur reste de victimes, d'autres iniquités devront faire l'objet de nos protestations,

L'élément ouvrier conscient sera toujours prêt à s'associer à toute initiative, à susciter même tous les mouvements énergiques susceptibles de faire toujours plus lumineux le chemin de l'affranchissement humain par l'entente et par la liberté.

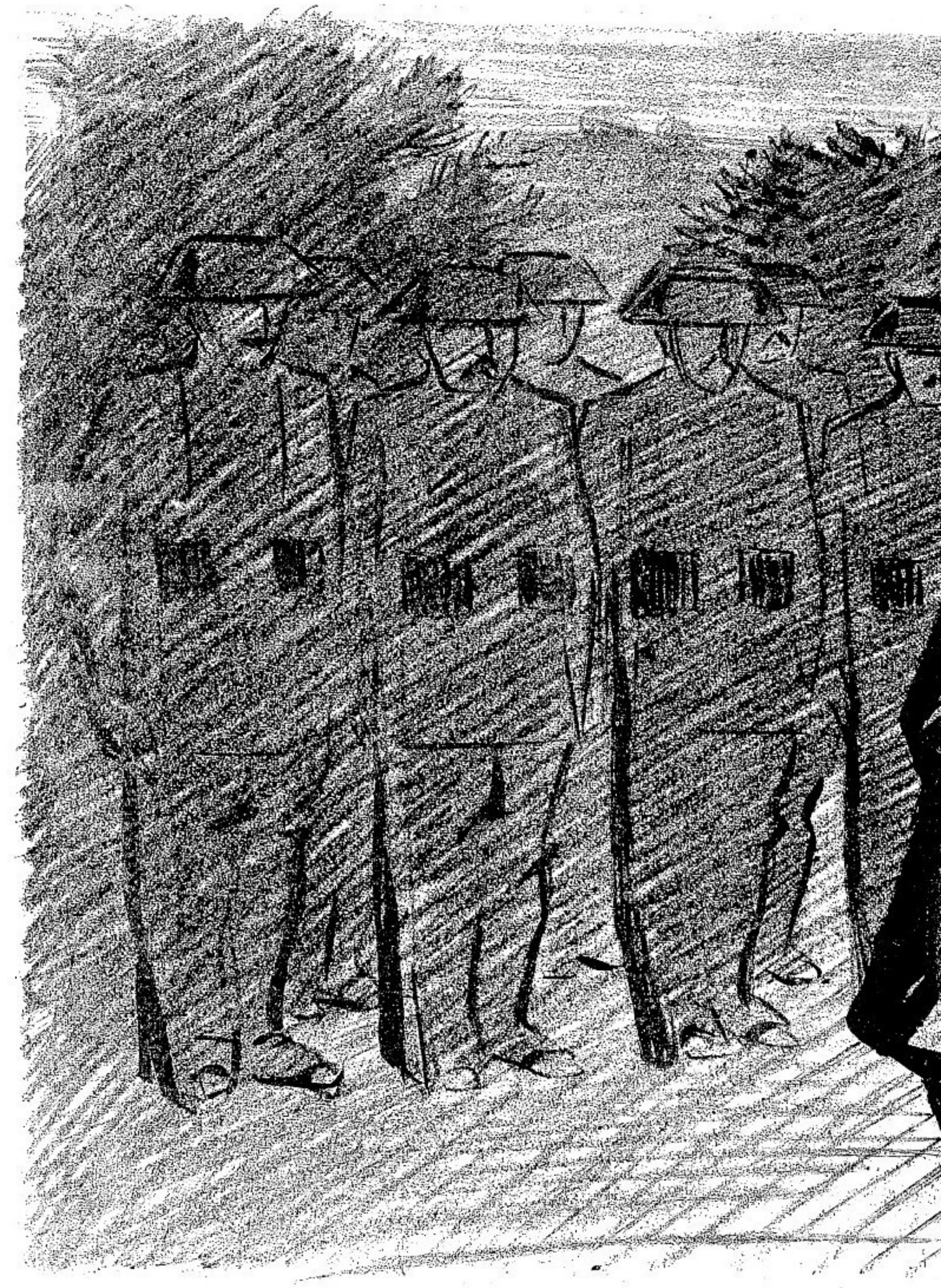
Georges Yvetot.

11 février 1903.

Quand on pénètre dans l'étude de l'affaire de la Mano Negra, on est pris par un sentiment de révolte contre les criminels et de pitié pour les victimes. Mais la révolte sentimentale et la pitié bienveillante sont insuffisantes pour créer la justice. Guérir des maux individuels, délivrer les innocents qu'on sait emprisonnés est certes une tâche à accomplir, mais c'est une tâche presqu'insignifiante.

Ce à quoi il faut s'attaquer et ce qu'il faut détruire, c'est le principe du crime. Ce principe du crime, l'étude approfondie de l'affaire de la Mano Negra le montre: le Gendarme, réalisation de l'idée conservatrice, protecteur des jouisseurs, exécuteur féroce de la vengeance des forts, ennemi professionnel des serfs qui veulent conquérir leur liberté et vivre humainement.

Charles Guieysse.



— Dénonce-m'en ur

— Dénonce-m'en un et on te laissera tranquille...

n et on te laissera tranquille...

Ne le tue pas encore, laisse-le, qu'il puisse en avoir davantage.

(Authentique).

Ouf!!. . . . il a avoué. . . . . .!

Edition des " TEMPS NOUVEAUX ", 4, Rue Broca, F